



## Model Policies, reports & publications

Written policies on equity issues encourage respect for and acceptance of individuals from diverse groups, such as those protected under the *Ontario Human Rights Code* and the Law Society of Upper Canada's *Rules of Professional Conduct*.

Both the *Code* and the *Rules* protect employees, including those in law firms, against harassment and discrimination because of race, ancestry, place of origin, colour, ethnic origin, citizenship, creed, sex, sexual orientation, age, marital status, family status and disability.

The Law Society has developed a series of best practices, model policies and statements of principles to guide lawyers in promoting equality and diversity in all areas of their practice, including employment and the provision of services.

**Access the Law Society's model policies  
online at:**

<http://rc.lsuc.on.ca/jsp/equity/index.jsp>

### Available online:

- Advising a client of her or his French Language Rights in the Judicial and Quasi-Judicial context
- Pregnancy and Parental Leaves and Benefits For Professional Legal Staff And Law Firm Equity Partners
- Respect for Religious and Spiritual Beliefs – A Statement of Principles of the Law Society of Upper Canada
- Sexual Orientation and Gender Identity: Creating an Inclusive Work Environment: A Model Policy for Law Firms and Other Organizations
- Preventing and Responding to Workplace Harassment and Discrimination: A Guide to Developing a Policy for Law Firms
- Guide to Developing a Policy Regarding Workplace Equity in Law Firms
- Guide to Developing a Policy Regarding Flexible Work Arrangements
- Guide to Developing a Law Firm Policy Regarding Accommodation Requirements
- Accommodation of Creed and Religious Beliefs, Gender Related Accommodation and Accommodation for Persons with Disabilities Legal Developments and Best Practices
- Articling Consultation - A Report to The Law Society of Upper Canada, By the Strategic Counsel
- Students and Lawyers with Disabilities - Increasing Access to the Legal Profession
- Professor Michael Ornstein - The Changing Face of the Legal Profession, 1971-2002
- Professor Michael Ornstein - Lawyers in Ontario: Evidence from the 1996 census
- Professor Fiona Kay, Turning Points and Transitions: Women's Careers in the Legal Profession, 2004
- Professor Fiona Kay, Diversity and Change: The Contemporary Legal Profession in Ontario, 2004
- Bicentennial Report on Equity Issues in the Legal Profession
- Bicentennial Implementation Status and Strategy

Model policies, reports and publications are also available in French online at:

<http://rc.lsuc.on.ca/jsp/equity/policies-publications-reports.jsp>. For further information, contact the Equity Initiatives Department at (416) 947-3315 or 1-800-668-7380 ext. 3315 or by e-mail at [equity@lsuc.on.ca](mailto:equity@lsuc.on.ca)

**For more information about the Law Society of Upper Canada,  
please see our Web site at [www.lsuc.on.ca](http://www.lsuc.on.ca).**



## Politiques modèles

Les politiques modèles sur les questions d'équité encouragent le respect et l'acceptation des personnes de divers groupes, comme ceux qui sont protégés par le *Code des droits de la personne de l'Ontario* et le *Code de déontologie* du Barreau du Haut-Canada.

Ces deux codes protègent le personnel, y compris les personnes qui travaillent dans des cabinets juridiques, contre toute forme de harcèlement et de discrimination en raison de la race, des antécédents, du lieu d'origine, de la couleur, de l'origine ethnique, de la citoyenneté, de la croyance, du sexe, de l'orientation sexuelle, de l'âge, de l'état matrimonial, de l'état familial ou d'un handicap.

Le Barreau a élaboré une série de pratiques exemplaires et de politiques modèles pour guider les juristes dans la promotion de l'équité et de la diversité dans leurs domaines de pratique, y compris dans l'emploi et la prestation de services.

**Pour consulter en ligne les politiques modèles du Barreau :**

**<http://rc.lsuc.on.ca/jsp/equity/index.jsp?language=fr>**

### Disponible en ligne :

- **Tolérance à l'égard des convictions religieuses et spirituelles - Énoncé de principes du Barreau du Haut-Canada**

Le Barreau a élaboré l'énoncé de principes ç l'intention de la profession juridique qui fait partie intégrante à sa stratégie qui vise à promouvoir la tolérance religieuse et spirituelle et à dissuader tout manifestation de haine et de discrimination pour motifs religieux.

- **Identité et orientation sexuelles : création d'un milieu de travail diversifié politique modèle pour les cabinets et autres organismes**

À partir de recherches et d'études menées depuis au moins les années 1990, le Barreau a élaboré cette politique modèle pour promouvoir l'égalité pour les personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles, bi-spirituelles et transgenres dans la profession juridique.

- **Guide pour prévenir et traiter le harcèlement et la discrimination au travail : politique modèle pour les cabinets**

Le Barreau a publié ce document en 2002 pour aider les cabinets juridiques à prendre une approche active et avoir un mécanisme efficace de plaintes pour limiter la responsabilité rattachée à la discrimination et au harcèlement au travail.

- **Guide d'élaboration de politique sur l'équité au travail dans les cabinets**

Ce guide décrit une politique modèle qui vise à promouvoir l'équité et à aider les cabinets à satisfaire à leur obligation d'éviter la discrimination dans les pratiques d'embauche.

- **Guide d'élaboration de la politique de réaménagement des horaires de travail**

L'adoption d'horaires de travail flexibles permet aux employeurs de remplir leurs obligations juridiques envers les employés qui ont des responsabilités familiales ou un handicap. Ce guide décrit les différents arrangements possibles pour les associés et les avocats salariés des cabinets juridiques en plus de donner des solutions aux problèmes inhérents à chaque possibilité.

- **Guide d'élaboration d'une politique d'accommodement**

En se fondant sur la *Politique sur la croyance et les mesures d'adaptation relatives aux observances religieuses* de la Commission des droits de la personne de l'Ontario, ce document décrit les devoirs juridiques d'accommoder les convictions et les croyances religieuses des employés, leur handicap, leur sexe et leur état familial. Les procédures pour demander et accorder de l'accommodement sont incluses.

**Pour plus de renseignements sur le Barreau du Haut-Canada, consulter notre site Internet à [www.lsuc.on.ca/fr](http://www.lsuc.on.ca/fr).**